

Le marché des services éducatifs vous attend au Moyen-Orient

En Égypte, la famille moyenne consacre environ 40 % de son revenu à l'éducation, et le pays se classe bon premier au Moyen-Orient en ce qui a trait au nombre d'étudiants. Il n'est donc pas étonnant que le marché égyptien des services éducatifs offre d'énormes possibilités aux fournisseurs canadiens.



L'Université canadienne Ahram

Selon Tarek Meguid, délégué commercial à l'ambassade canadienne au Caire, « le moment est bien choisi pour les fournisseurs canadiens de services éducatifs novateurs. Les investisseurs étrangers considèrent de plus en plus l'Égypte comme une plaque tournante pour leurs activités commerciales dans la région, et cela vaut aussi pour l'enseignement. »

Il évoque les débouchés abondants en téléenseignement, formation sur place, franchisage des cours et des qualifications et création de partenariats. Le développement des programmes et des enseignants, la collaboration à la recherche et le recrutement d'étudiants étrangers aux études supérieures offrent aussi des perspectives intéressantes.

Tarek Meguid souligne que le Canada a déjà établi une présence dans le secteur des services éducatifs.

« De 2002 à 2004, l'ambassade a organisé trois foires sur l'éducation qui ont renforcé les relations bilatérales et ouvert des possibilités aux établissements d'enseignement canadiens en Égypte. »

Le Canada s'est fait une réputation de partenaire de premier plan dans le développement d'écoles, de centres de formation et d'universités en Égypte. Depuis trois ans, neuf écoles offrant l'équivalent d'un diplôme canadien d'études secondaires ont été mises sur pied. L'Égypte occupe le 2^e rang mondial (après la Chine) en ce qui a trait à l'offre de programmes scolaires canadiens allant de la maternelle à la 12^e année.

Les succès se constatent aussi dans l'enseignement postsecondaire. Outre un collège communautaire créé en collaboration avec l'Université Cape Breton, on a fondé une université — l'Université canadienne Ahram, au Caire — grâce au concours de l'Association des universités et collèges du Canada.

Tarek Meguid ajoute que les réformes du gouvernement et la hausse des investissements en éducation et en formation transforment l'Égypte en un vaste marché pour la formation en milieu de travail, le perfectionnement des compétences et l'enseignement de haute qualité à tous les niveaux.

Renseignements : Tarek Abdel Meguid, délégué commercial, ambassade du Canada en Égypte, tél. : (011-202) 791-8700, téléc. : (011-202) 791-8865, courriel : tarek.meguid@international.gc.ca.

Tirer parti de la croissance du secteur technologique

Le marché égyptien des technologies de l'information et des communications (TIC) s'accroît à un rythme spectaculaire : 25 % par année! Les entreprises canadiennes auraient donc intérêt à en prospecter les nombreux débouchés.

« L'Égypte possède un potentiel énorme, capable d'en faire un bon partenaire commercial, notamment dans le domaine du sans-fil et de l'impression », déclare Joseph Tadros, délégué commercial à l'ambassade du Canada au Caire.

« Depuis sa création en 1999, le ministère égyptien des Communications et des Technologies de l'information a libéralisé le secteur des TIC, modernisé ses infrastructures, renforcé ses capacités et favorisé le développement d'une communauté axée sur les TIC. »

L'Égypte est un excellent endroit pour l'impression, ajoute Joseph Tadros. Elle possède une main-d'œuvre

compétente et multilingue, des infrastructures développées et des capacités télématiques opérationnelles.

En fait, l'Égypte a su s'attirer une attention internationale plus soutenue l'an dernier lorsque le cabinet de conseil en gestion AT Kearney l'a classée au 12^e rang sur son index de l'impression mondiale.

Selon M. Tadros, il ne fait aucun doute que la libéralisation du secteur télécom a favorisé le développement d'un secteur privé dynamique qui sert de phare pour l'évolution de l'industrie égyptienne des TIC. Le secteur égyptien des TIC comprend plus de 1 600 firmes qui emploient plus de 45 000 personnes.

Renseignements : Joseph Tadros, délégué commercial, ambassade du Canada en Égypte, tél. : (011-202) 791-8700, téléc. : (011-202) 791-8865, courriel : joseph.tadros@international.gc.ca, site Web : www.infoexport.gc.ca.

Les accords commerciaux rehaussent le profil économique de l'Égypte - suite de la page 3

particulier vers l'Europe, sont également peu élevés. Plusieurs fabricants ont déjà choisi de s'y implanter.

En outre, l'Égypte a conclu plusieurs accords commerciaux pour promouvoir davantage sa situation de carrefour régional. En 2004, elle a signé un accord de zone industrielle avec les États-Unis et Israël (*Qualified Industrial Zone Agreement*), qui permet aux compagnies de textiles égyptiennes d'exporter vers les États-Unis en franchise de droits pourvu que leurs produits aient un contenu israélien de 17 %. Cet accord a été suivi de sept autres ententes du même genre.

L'Égypte est également membre du Marché commun d'Afrique orientale et australe et a signé avec l'Union européenne un accord d'association qui prévoit la création d'une zone de libre-échange euro-méditerranéenne d'ici 2010. Enfin, elle a conclu un accord de libre-échange avec la Turquie et a entrepris des négociations avec la Russie en vue de signer une entente semblable.

Les entreprises canadiennes ont constaté les progrès accomplis en Égypte et étudient de plus en plus les débouchés qu'offre ce marché. L'Égypte est présentement

le cinquième marché du Canada en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. En 2005, les exportations canadiennes vers ce pays ont augmenté de 54 % pour atteindre un chiffre record de 313 millions de dollars.

Renseignements : Richard Dubuc, ambassade du Canada en Égypte, courriel : richard.dubuc@international.gc.ca.

L'Égypte en un clin d'œil

- Population : 78 millions d'habitants; pays le plus peuplé du Moyen-Orient.
- Croissance démographique : un million par année.
- Nombre de travailleurs qui entrent sur le marché du travail à chaque année : 600 000.
- Principale source de recettes étrangères en 2005 : ventes de pétrole et de gaz naturel (5,5 milliards de dollars), canal de Suez (3,5 milliards), tourisme (6,6 milliards), envois de fonds par les Égyptiens vivant à l'étranger (1,5 milliards).
- Valeur des exportations canadiennes en 2005 : 313 millions, en hausse de 54 % par rapport à 2004.
- Principales exportations canadiennes en 2005 : charbon, papier journal, minerai de fer, lentilles, hélicoptères.

FAITS ET CHIFFRES

L'ALENA, déjà dix ans. Deuxième partie : « Perspectives? »

Dans un ouvrage de recherche récemment rendu public par Affaires étrangères et Commerce international Canada, les auteurs se penchent sur l'Accord de libre-échange canado-américain (ALE) et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

CanadExport, dans son numéro du 1^{er} novembre, examinait brièvement la première partie du volume, qui jette un regard rétrospectif sur l'ALE et l'ALENA. Nous abordons ici la deuxième partie de l'ouvrage, qui se tourne vers l'avenir et considère certaines options pour une intégration plus poussée, telles l'adoption d'une devise commune et l'harmonisation des règlements.

L'étude indique que l'adoption d'une devise commune pourrait engendrer des bienfaits si le Canada décidait de poursuivre cette option, mais elle exigerait la coopération des États-Unis dans la formulation des politiques, une éventualité qui semble bien improbable.

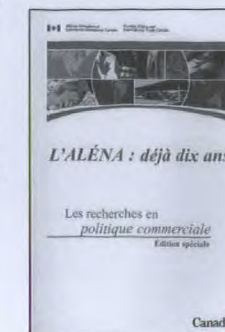
Un autre sujet examiné dans l'ouvrage, celui de l'approbation de nouveaux médicaments, se prêterait mieux à une collaboration bilatérale. Bien que le maintien de deux

systèmes distincts puisse se défendre, en réduisant de six mois le processus d'approbation, on accroîtrait la production de médicaments de 2,4 %, l'emploi de 4,1 % et les investissements en recherche et développement de 2 % dans cette seule industrie, tout en accroissant le nombre de nouveaux médicaments accessibles à la population canadienne.

Selon l'étude, la réglementation canadienne relative à la propriété intellectuelle et les règles plus strictes touchant l'investissement étranger direct contribuent dans une proportion de 55 % à l'écart de productivité du travail par rapport aux États-Unis, et dans une proportion d'un tiers à l'écart du point de vue de l'intensité de l'activité de recherche et développement.

Il importe de souligner que *L'ALENA : déjà dix ans* est un recueil d'études effectuées par des chercheurs du monde universitaire et du secteur public. Les opinions exprimées dans ces études ne reflètent ni les intentions ni les orientations du gouvernement du Canada.

Renseignements : voir www.international.gc.ca/eet/research/trade_research-fr.asp où on pourra lire le texte de *L'ALENA : déjà dix ans*.



Source : Bureau de l'économiste en chef, Affaires étrangères et Commerce international Canada (www.international.gc.ca/eet).